

# 3.2

## Réglementation

---

---

## 3.2 RÉGLEMENTATION

### 3.2.1 Consultation

Aucune information.

### 3.2.2 Publication

#### DÉCISION N° 2019-PDG-0029

##### **Règlement sur les modes alternatifs de distribution**

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement sur les modes alternatifs de distribution* (le « Règlement »), conformément au paragraphe 1° de l'article 485 de la *Loi sur les assureurs* (2018, chapitre 23, article 3) (la « LA »), et conformément à l'article 202.2, aux paragraphes 5°, 8°, 12°, 13.1° et 15° de l'article 223, et aux articles 440 et 443 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, RLRQ, c. D -9.2 (la « LDPSF »);

Vu le pouvoir de l'Autorité prévu à la LA et la LDPSF, de prendre un règlement, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 11 octobre 2018 [(2018) B.A.M.F., vol. 15, n° 40, section 3.2.1] du projet de Règlement accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R- 18.1, conformément au troisième alinéa de l'article 486 de la LA et conformément aux premier et deuxième alinéas de l'article 194 de la LDPSF;

Vu les modifications apportées au projet de Règlement à la suite de cette consultation;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de la LA et de la LDPSF au ministre des Finances (le « Ministre »), qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 486 de la LA et conformément au premier alinéa de l'article 217 de la LDPSF;

Vu le projet de Règlement présenté par la Direction principale des politiques d'encadrement de la distribution et la recommandation du surintendant de l'assistance à la clientèle et à l'encadrement de la distribution de prendre le Règlement et d'autoriser sa transmission au Ministre pour approbation;

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement sur les modes alternatifs de distribution*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au Ministre pour approbation.

Fait le 12 avril 2019.

Louis Morisset  
Président-directeur général

**Règlement sur les modes alternatifs de distribution<sup>1</sup>**

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie, en versions française et anglaise, le règlement suivant :

- *Règlement sur les modes alternatifs de distribution.*

L'Autorité publie également à la section 3.1 du présent bulletin l'*Avis relatif à l'application du Règlement sur les modes alternatifs de distribution* qui prendra effet à la date d'entrée en vigueur du Règlement, soit le 13 juin 2019.

**Avis de publication**

Le règlement a été pris par l'Autorité le 12 avril 2019, a reçu l'approbation ministérielle requise et entrera en vigueur le **13 juin 2019**.

L'arrêté ministériel approuvant le règlement a été publié dans la Gazette officielle du Québec, en date du 15 mai 2019 et est reproduit ci-dessous.

**Le 16 mai 2019**

---

<sup>1</sup> Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

**Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales**

Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2, a. 217)

**1.** Le Règlement d'application de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2, r. 0.2) est modifié par l'ajout, après l'article 2.3, du suivant :

« **2.4.** Pour l'application du sous-paragraphe *d* du paragraphe 2° de l'article 4 de la Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être (chapitre C-32.1.1), la référence aux membres des conseils d'administration des établissements qui sont élus par la population en application du paragraphe 1° des articles 129 à 131 et 133 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) est également une référence aux membres indépendants des conseils d'administration des centres intégrés de santé et de services sociaux et des établissements non fusionnés nommés en application du paragraphe 8° des articles 9 et 10 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2).

De plus, pour l'application du sous-paragraphe *e* du paragraphe 2° de l'article 4 de la Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être, la référence aux membres des conseils d'administration des établissements qui exploitent un centre hospitalier et qui sont désignés par un comité des usagers en application du paragraphe 2° des articles 129, 131 et 133 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est également une référence aux membres des conseils d'administration des centres intégrés de santé et de services sociaux et des établissements non fusionnés désignés par et parmi les membres du comité des usagers de ces établissements, en application du paragraphe 6° des articles 9 et 10 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales. »

**2.** Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

70536

**A.M., 2019-05**

**Arrêté numéro D-9.2-2019-05 du ministre des Finances en date du 1<sup>er</sup> mai 2019**

Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2)

Loi sur les assureurs (2018, chapitre 23)

CONCERNANT le Règlement sur les modes alternatifs de distribution

VU que l'article 202.2 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut, pour chaque discipline, déterminer par règlement les renseignements et les documents qu'un cabinet qui agit sans l'entremise d'une personne physique doit fournir à un client ainsi que leur forme;

VU que les paragraphes 5°, 8° 12°, 13.1° et 15° de l'article 223 de cette loi prévoient que l'Autorité peut, pour chaque discipline, déterminer par règlement respectivement les règles relatives au maintien d'une inscription, celles relatives à la tenue de dossier et du registre des commissions, celles relatives à l'utilisation, à la conservation et à la destruction des dossiers, livres et registres qu'un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome doit tenir, les autres règles concernant l'exercice des activités d'un cabinet, d'un représentant autonome ou d'une société autonome ainsi que la façon dont l'Autorité doit être avisée par un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome et le délai dans lequel elle doit l'être, de tout changement à un renseignement inscrit au registre le concernant;

VU que l'article 440 de cette loi prévoit qu'un distributeur qui, à l'occasion de la conclusion d'un contrat, amène un client à conclure un contrat d'assurance doit lui remettre un avis, rédigé de la façon prévue par règlement de l'Autorité, lui indiquant qu'il peut, dans les 10 jours de la signature de ce contrat d'assurance, le résoudre;

VU que le premier alinéa de l'article 443 de cette loi prévoit qu'un distributeur offrant un financement pour l'achat d'un bien ou d'un service et qui exige que le débiteur souscrive une assurance pour garantir le remboursement du prêt doit lui remettre un avis, rédigé de la façon prévue par règlement de l'Autorité, l'informant qu'il a la faculté de prendre l'assurance auprès de l'assureur et du représentant de son choix pourvu que l'assurance souscrite soit à la satisfaction du créancier qui ne peut la refuser sans motifs raisonnables;

VU que le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 485 de la Loi sur les assureurs, édicté par l'article 3 de la Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières (2018, chapitre 23), prévoit qu'en plus des autres règlements qu'elle peut prendre en vertu de la Loi sur les assureurs, l'Autorité peut, par règlement, déterminer les normes applicables aux assureurs autorisés relativement à leurs pratiques commerciales et à leurs pratiques de gestion;

VU que le premier alinéa de l'article 194 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers et le troisième alinéa de l'article 486 de la Loi sur les assureurs prévoient que l'Autorité publie au Bulletin de l'Autorité ses projets de règlement;

VU que le deuxième alinéa de l'article 194 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers prévoit qu'un projet de règlement doit être accompagné d'un avis indiquant notamment le délai avant l'expiration duquel le projet ne pourra être édicté ou soumis pour approbation et le fait que tout intéressé peut, durant ce délai, transmettre des commentaires à la personne qui y est désignée;

VU que le troisième alinéa de l'article 486 de la Loi sur les assureurs prévoit que l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) est joint au projet de règlement publié au Bulletin de l'Autorité;

VU que le premier alinéa de l'article 217 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers et le premier alinéa de l'article 486 de la Loi sur les assureurs prévoient qu'un règlement pris par l'Autorité en application de chacune de ces lois est soumis à l'approbation du ministre qui peut l'approuver avec ou sans modification;

VU que le troisième alinéa de l'article 217 de la Loi sur la distribution des produits et services financiers et les quatrième et cinquième alinéas de l'article 486 de la Loi sur les assureurs prévoient qu'un projet de règlement ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est déterminée;

VU que le projet de Règlement sur les modes alternatifs de distribution a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers du 11 octobre 2018 [(2018) B.A.M.F., vol. 15, n° 40, section 3.2.1], accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les Règlements;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté, par la décision n° 2019-PDG-0029 du 12 avril 2019, le Règlement sur les modes alternatifs de distribution;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve sans modification le Règlement sur les modes alternatifs de distribution, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 1<sup>er</sup> mai 2019,

*Le ministre des Finances,*  
ERIC GIRARD

## Règlement sur les modes alternatifs de distribution

Loi sur les assureurs  
(2018, chapitre 23, article 3); a. 485 par. 1<sup>o</sup>)

Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2, a. 202.2, 223 par. 5<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup>, 12<sup>o</sup>, 13.1<sup>o</sup> et 15<sup>o</sup>, 440 et 443)

### CHAPITRE I OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

**1.** Le présent règlement établit les obligations applicables principalement à une personne morale qui, conformément à la Loi sur les assureurs (2018, chapitre 23, article 3) et à la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2), offre des produits et services financiers par un mode alternatif de distribution, soit la distribution sans l'entremise d'une personne physique ou la distribution par l'entremise d'un distributeur.

### CHAPITRE II OFFRE DE PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS PAR UN CABINET SANS L'ENTREMISE D'UNE PERSONNE PHYSIQUE

#### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**2.** Un cabinet qui offre des produits et services sans l'entremise d'une personne physique doit le faire à l'aide d'un espace numérique, permettant d'interagir directement avec le client et d'y conclure un contrat, qui répond aux exigences prévues par le présent chapitre.

**3.** Les dispositions du présent chapitre s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à une société autonome.

## SECTION II RENSEIGNEMENTS À FOURNIR À L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

**4.** Tout cabinet qui offre des produits et services sans l'entremise d'une personne physique doit divulguer sans délai à l'Autorité les renseignements suivants :

1° le nom attribué à l'espace numérique, lorsque celui-ci diffère du nom du cabinet;

2° le nom du produit et la catégorie à laquelle celui-ci est associé ou la nature des services financiers offerts sur l'espace numérique;

3° le lien hypertexte ou tout autre mécanisme permettant d'accéder à l'espace numérique;

4° les assureurs dont les produits sont offerts sur l'espace numérique du cabinet, s'il y a lieu.

Le cabinet doit informer l'Autorité de toute modification à l'un de ces renseignements, dans un délai de 30 jours suivant cette modification.

**5.** Le cabinet doit divulguer annuellement à l'Autorité, par l'entremise de sa demande de maintien d'inscription, le nombre de planifications financières effectuées, de sinistres réglés et de polices d'assurance émises ainsi que le montant des primes souscrites uniquement par l'entremise de son espace numérique.

Il doit, de même, divulguer le nombre de cas où un client a résolu son contrat d'assurance conformément à l'article 64 de la Loi sur les assureurs (2018, chapitre 23, article 3).

## SECTION III DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS À FOURNIR AU CLIENT

### §1. Dispositions communes à tous les cabinets

**6.** Les renseignements présentés par l'entremise de l'espace numérique le sont dans une forme claire, lisible, précise et non trompeuse, de manière à mettre en évidence les éléments essentiels à une prise de décision éclairée quant au produit ou au service financier offert et de façon à ne pas porter à confusion ni induire en erreur.

**7.** Le cabinet doit fournir au client par l'entremise de son espace numérique, compte tenu des adaptations nécessaires et selon les produits et services offerts, les renseignements et les documents qu'un représentant doit fournir au client conformément aux articles 43, 47 et 48 de

la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2), aux articles 6, 8, 8.1, 9, 9.1, 16 et 22 du Règlement sur l'exercice des activités des représentants (chapitre D-9.2, r. 10) et aux articles 4.6, 4.8, 4.9, 4.13, 4.16, 4.17, 4.18 et 4.19 du Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur (chapitre D-9.2, r. 18).

**8.** Le cabinet doit rendre visible en tout temps le moyen d'interagir avec un représentant du cabinet. Lorsque l'espace numérique n'utilise pas une interface visuelle, le cabinet doit le porter à la connaissance du client au moment où celui-ci amorce une action sur l'espace numérique et au moment où il s'apprête à conclure un contrat.

Doivent être accessibles aisément par l'entremise de l'espace numérique du cabinet, les renseignements suivants :

1° le nom et les coordonnées du cabinet;

2° chaque discipline dans laquelle le cabinet est inscrit auprès de l'Autorité;

3° le numéro d'inscription du cabinet délivré par l'Autorité, ainsi que le lien hypertexte permettant au client d'accéder aux registres se trouvant sur le site Internet de l'Autorité;

4° les coordonnées permettant au client de formuler une plainte et le résumé de la politique portant sur le traitement des plaintes prévu au dernier alinéa de l'article 103.1 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2).

### §2. Dispositions spécifiques aux cabinets en assurance

**9.** Le cabinet doit, avant la conclusion d'un contrat, présenter au client les renseignements suivants par l'entremise de son espace numérique :

1° le nom et les coordonnées de l'assureur qui offre le produit sélectionné;

2° les garanties, les exclusions et les limitations afférentes au produit en relation avec les besoins identifiés;

3° toutes autres clauses particulières qui peuvent avoir une incidence sur la couverture d'assurance;

4° les avertissements sur les conséquences relatives aux fausses déclarations et réticences;

5° les primes et autres frais, incluant les taxes applicables;

6° une mention que la prime est fixe ou susceptible de varier dans le temps;

7° la période de validité de la soumission.

**10.** Le cabinet doit rendre accessibles aisément sur son espace numérique un spécimen de la police pour chaque produit offert et tout avenant disponible, le cas échéant.

**11.** Le cabinet doit, immédiatement avant la conclusion d'un contrat, présenter au client un récapitulatif des renseignements suivants par l'entremise de son espace numérique :

1° les renseignements recueillis auprès du client;

2° les options et les modalités que le client a choisies relativement au produit qu'il s'apprête à acquérir.

**12.** Le cabinet doit, dès la conclusion d'un contrat, fournir au client les documents et les renseignements suivants par l'entremise de son espace numérique :

1° la confirmation de la conclusion du contrat et l'assurance provisoire, le cas échéant;

2° les règles applicables à l'assurance provisoire, le cas échéant;

3° l'existence d'un droit de résolution prévu à l'article 20 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, le cas échéant, et les modalités de son exercice;

4° la façon dont la police lui sera fournie.

Il doit, de même, informer le client de l'existence du droit de résolution prévu à l'article 64 de la Loi sur les assureurs (2018, chapitre 23, article 3) ainsi que les modalités de son exercice et fournir à celui-ci un avis de résolution conforme à l'Annexe 1, le cas échéant.

#### SECTION IV CONCEPTION, FONCTIONNEMENT ET CONTRÔLE DE L'ESPACE NUMÉRIQUE

**13.** Le cabinet doit veiller en tout temps au bon fonctionnement et à la fiabilité de son espace numérique.

À cette fin, il doit notamment s'assurer que les renseignements qui y sont présentés sont exacts.

Il doit également s'assurer que les renseignements fournis par le client sont recueillis, utilisés, transmis et conservés de manière à en assurer la confidentialité et la sécurité.

**14.** Le cabinet doit prendre les mesures nécessaires afin de pouvoir par l'entremise de son espace numérique :

1° requérir du client une action à chaque fois qu'une confirmation ou un consentement est requis;

2° détecter et, lorsque nécessaire, suspendre ou mettre fin automatiquement à une action amorcée sur l'espace numérique lorsque :

a) une contradiction ou une irrégularité dans les renseignements que le client fournit peut mener à un résultat inapproprié;

b) le client ne répond pas aux critères d'admissibilité du produit;

3° permettre au client de corriger une erreur en tout temps avant la conclusion du contrat.

Lorsque le cabinet offre un contrat d'assurance de personnes susceptible de remplacer un autre contrat d'assurance et qu'il n'est pas en mesure de procéder au remplacement par l'entremise de son espace numérique conformément à l'article 22 du Règlement sur l'exercice des activités des représentants (chapitre D-9.2, r. 10), il doit interrompre cette offre.

Le cabinet doit, de même, suspendre l'action amorcée par l'entremise de l'espace numérique lorsqu'aucun représentant ne peut agir immédiatement auprès d'un client qui en exprime le besoin et qu'il y a un risque que ce dernier, malgré l'information qui lui a été transmise par le cabinet, ne soit pas en mesure de prendre une décision éclairée quant au produit ou au service financier offert.

**15.** Le cabinet doit suspendre ou interrompre son offre par l'entremise de son espace numérique lorsque ces actions sont requises, notamment lorsque celui-ci fait l'objet d'une défaillance technique.

**16.** Le cabinet doit adopter une procédure relative à la conception, à l'utilisation et à la maintenance de son espace numérique et en assurer la mise en œuvre.

La procédure doit notamment décrire le fonctionnement de l'espace numérique et les mesures de contrôle qui y sont associées. Elle doit en outre permettre l'identification, la gestion et la mitigation des risques internes et externes liés à l'espace numérique.

**17.** Le cabinet doit consigner au dossier client l'ensemble des renseignements recueillis auprès du client, en plus de ceux qui lui ont été présentés par l'entremise de l'espace numérique et, le cas échéant, d'un représentant.

## SECTION V INTERDICTIONS

**18.** Le cabinet ne peut, par l'entremise de son espace numérique :

1° présenter de la publicité sans lien quant au produit ou au service offert à compter du moment où un client amorce une action sur l'espace numérique;

2° faire automatiquement un choix pour le client quant au produit ou au service offert;

3° exclure ou limiter sa responsabilité à l'égard du client relativement au bon fonctionnement ou à la fiabilité de son espace numérique, ainsi qu'à l'exactitude des renseignements qui y sont présentés.

## CHAPITRE III OFFRE DE PRODUITS D'ASSURANCE PAR L'ENTREMISE D'UN DISTRIBUTEUR

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**19.** Le présent chapitre s'applique à un assureur qui offre des produits d'assurance par l'entremise d'un distributeur conformément au titre VIII de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2).

### SECTION II RENSEIGNEMENTS À FOURNIR À L'AUTORITÉ

**20.** Avant d'offrir un produit d'assurance par l'entremise d'un distributeur, l'assureur doit, outre les renseignements exigés en vertu de l'article 66 de la Loi sur les assureurs (2018, chapitre 23, article 3), divulguer à l'Autorité les renseignements suivants :

1° le nom et les coordonnées du tiers à qui a été confiée l'exécution des obligations d'un assureur ayant trait à la distribution d'un produit par l'entremise d'un distributeur, le cas échéant;

2° le lien hypertexte ou tout autre mécanisme permettant d'accéder à l'offre d'un distributeur par l'entremise d'Internet, le cas échéant;

3° les coordonnées du service d'assistance de l'assureur prévu à l'article 27.

L'assureur doit informer l'Autorité de toute modification à l'un de ces renseignements, dans un délai de 30 jours suivant cette modification.

L'assureur qui retire un distributeur de sa liste de distributeurs doit indiquer à l'Autorité le motif de ce retrait.

**21.** L'assureur doit divulguer annuellement à l'Autorité les renseignements suivants pour chaque produit offert par l'entremise d'un distributeur :

1° le nombre de polices et d'attestations d'assurance émises et le montant des primes souscrites;

2° le nombre de réclamations et le montant versé en indemnités;

3° le nombre de cas de résolution et de résiliation;

4° la rémunération versée à l'ensemble des distributeurs et des tiers visés au paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 20.

## SECTION III DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS À FOURNIR AU CLIENT

**22.** Avant d'offrir un produit par l'entremise d'un distributeur, l'assureur prépare le sommaire du produit conformément aux articles 28 et 29. Il confie au distributeur le mandat de le remettre au client au moment de lui offrir le produit avec une fiche de renseignements conforme au modèle de l'Annexe 2.

**23.** Lorsque le moyen de communication utilisé pour offrir le produit ne permet pas la remise du sommaire et de la fiche de renseignements au moment où celui-ci est offert, l'assureur doit prévoir dans le mandat qu'il confie au distributeur, l'obligation d'informer le client de cette impossibilité. L'assureur veille en outre à ce qu'il soit requis du distributeur qu'il obtienne alors son consentement à recevoir ces documents au plus tard lors de la remise de la police ou de l'attestation d'assurance et lui mentionne les renseignements contenus à ces documents.

**24.** L'assureur doit être en mesure de fournir, à la demande du client ou de l'Autorité, l'ensemble des renseignements et documents présentés au client au moment où celui-ci s'est vu offrir le produit d'assurance, notamment le sommaire et la fiche de renseignements.

**25.** Lorsque des renseignements personnels de nature médicale ou sur des habitudes de vie sont recueillis du client, l'avis de consentement particulier prévu à l'article 93 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2), applicable en vertu de l'article 437 de cette loi, doit être remis au client si le distributeur désire permettre à ses préposés d'utiliser les renseignements qu'il détient sur le client pour des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été recueillis et être conforme au formulaire de l'Annexe 3.



**26.** Lorsque le distributeur offre au client un financement qui exige qu'il souscrive une assurance pour en garantir le remboursement, l'avis de libre choix prévu à l'article 443 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) doit être remis au client et être conforme au formulaire de l'Annexe 4.

**27.** L'assureur doit disposer d'un service d'assistance permettant de répondre aux questions du distributeur à l'égard de chaque produit offert.

#### SECTION IV SOMMAIRE

**28.** Le sommaire ne peut porter que sur le produit et doit répondre à l'ensemble des conditions suivantes :

1° il est succinct;

2° il explique le produit;

3° il est rédigé dans une forme claire, lisible, précise et non trompeuse, de manière à mettre en évidence les éléments essentiels à une prise de décision éclairée et de façon à ne pas porter à confusion ni induire en erreur;

4° il présente des renseignements exacts;

5° il ne contient aucune publicité ni offre promotionnelle;

6° il ne constitue pas la police ou l'attestation d'assurance.

Lorsque cela s'avère nécessaire, l'assureur peut référer le client vers les sections pertinentes de la police d'assurance pour obtenir les détails additionnels qui ne paraissent pas au sommaire.

**29.** Le sommaire doit présenter les renseignements suivants :

1° le nom et les coordonnées de l'assureur;

2° le numéro de client de l'assureur inscrit au registre des assureurs de l'Autorité et l'adresse du site Internet de l'Autorité;

3° le nom et le type de produit offert;

4° les critères d'admissibilité;

5° le nom et les coordonnées du distributeur qui offre le produit;

6° les garanties, les exclusions et les limitations afférentes au produit;

7° toutes autres clauses particulières qui peuvent avoir une incidence sur la couverture d'assurance;

8° les avertissements sur les conséquences relatives aux fausses déclarations et réticences;

9° l'existence d'un droit de résiliation en faveur du client, de même que sa durée et les modalités de son exercice;

10° les règles applicables à l'assurance provisoire, le cas échéant;

11° les informations qui doivent être portées à la connaissance du client en application de l'article 434 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2);

12° les primes et autres frais, incluant les taxes applicables, ou, lorsqu'un montant exact ne peut être indiqué, les critères permettant de l'établir;

13° une mention que la prime est fixe ou susceptible de varier dans le temps;

14° l'adresse du site Internet de l'assureur donnant accès aux coordonnées permettant au client de formuler une plainte à l'assureur et au résumé de la politique portant sur le traitement des plaintes prévu au dernier alinéa de l'article 52 de la Loi sur les assureurs (2018, chapitre 23, article 3);

15° la façon d'accéder au spécimen de la police ou à l'attestation d'assurance sur le site Internet de l'assureur.

Lorsque la police prévoit une formule permettant de calculer la portion de la prime remboursable en cas de résiliation, l'assureur doit en faire mention dans le sommaire et y inclure un exemple de son application.

**30.** L'assureur doit, dès que le client a souscrit ou a adhéré au contrat d'assurance, lui fournir les documents suivants :

1° un récapitulatif des renseignements recueillis auprès du client;

2° la police, l'attestation d'assurance ou l'assurance provisoire.

**31.** L'avis de résolution prévu à l'article 440 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) qui doit être transmis au client par le distributeur doit être conforme au formulaire prévu à l'Annexe 5.

**32.** L'assureur doit rendre accessibles le sommaire du produit et un spécimen de la police ou de l'attestation d'assurance sur son site Internet pour chaque produit offert par un distributeur, ainsi que tout avenant disponible, le cas échéant.

#### SECTION V SUPERVISION DU DISTRIBUTEUR

**33.** L'assureur doit contrôler et superviser l'offre de produits d'assurance par ses distributeurs.

Il doit, à cette fin, adopter et mettre en œuvre des procédures permettant la supervision et la formation de ses distributeurs et des personnes physiques à qui ces derniers confient la tâche de traiter avec des clients, afin de s'assurer du respect des exigences prévues par la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) et par le présent règlement.

**34.** La formation dispensée par l'assureur doit couvrir les sujets suivants :

1° le produit d'assurance, notamment la garantie offerte, les critères d'admissibilité et les exclusions et limitations applicables;

2° les obligations légales du distributeur;

3° la politique de traitement des plaintes de l'assureur;

4° les pratiques favorisant le traitement équitable du client;

5° la présentation d'une réclamation.

#### SECTION VI INTERDICTIONS

**35.** Pour les produits d'assurance visés au paragraphe 5° de l'article 424 et au paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2), l'assureur ne peut :

1° permettre au distributeur de conserver sa rémunération à l'intérieur d'un délai qui n'est pas proportionnel à la durée du produit, ce délai ne pouvant toutefois être inférieur à 180 jours;

2° verser au distributeur un boni ou une participation aux bénéfices basée sur l'expérience du contrat;

3° établir des taux de commission différents applicables à un distributeur pour des produits proposant des garanties d'assurance similaires.

#### CHAPITRE IV DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**36.** Le présent règlement remplace le Règlement sur la distribution sans représentant (chapitre D-9.2, r. 8).

**37.** Pour la période du 13 juin 2019 au 12 juin 2020, toute remise au client d'un guide de distribution ayant été transmis à l'Autorité avant le 13 juin 2019 conformément à l'article 414 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2), incluant, le cas échéant, la remise au client de la fiche de renseignements conformément à l'Avis relatif à l'offre de produits d'assurance par l'entremise de concessionnaires d'automobiles, de véhicules récréatifs et de véhicules de loisirs, équivalent à la remise d'un sommaire et d'une fiche de renseignements effectuée conformément à l'article 22 du présent règlement.

De même, l'accès à un tel guide de distribution sur le site Internet de l'assureur pendant cette période équivaut à l'accès au sommaire conformément à l'article 32 du présent règlement.

**38.** Les dispositions du présent règlement entrent en vigueur le 13 juin 2019, à l'exception des dispositions des articles 10 et 16, de l'article 32, à l'exclusion du sommaire du produit, et des articles 33 et 34, qui entreront en vigueur le 13 juin 2020.

**ANNEXE 1**

(a. 12)

**AVIS DE RÉSOLUTION D'UN CONTRAT D'ASSURANCE****AVIS DONNÉ PAR LE CABINET**

Article 64 de la Loi sur les assureurs (2018, chapitre 23, article 3)

**LA LOI SUR LES ASSUREURS VOUS DONNE DES DROITS IMPORTANTS.**

La Loi vous permet de mettre fin au contrat d'assurance que vous avez conclu sans l'entremise d'un représentant dans les 10 jours suivant la date de réception de la police, **sans pénalité**, à moins que votre contrat n'ait pris fin au moment de le résoudre.

Pour mettre fin au contrat, vous devez donner à l'assureur, à l'intérieur de ce délai, un avis par poste recommandée ou par tout autre moyen vous permettant de recevoir un accusé de réception.

Attention, il est possible que vous perdiez des conditions avantageuses qui vous ont été consenties en raison de cette assurance; informez-vous auprès de l'assureur ou consultez votre contrat.

Après l'expiration de ce délai, vous avez la faculté d'annuler l'assurance en tout temps, mais des pénalités pourraient s'appliquer.

Pour de plus amples informations, communiquez avec l'Autorité des marchés financiers au 1-877-525-0337 ou visitez le [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

**AVIS DE RÉSOLUTION D'UN CONTRAT D'ASSURANCE**

À:

\_\_\_\_\_  
(nom de l'assureur)\_\_\_\_\_  
(adresse de l'assureur)

Date: \_\_\_\_\_ (date d'envoi de cet avis)

En vertu de l'article 64 de la Loi sur les assureurs, j'annule le contrat d'assurance no: \_\_\_\_\_ (numéro du contrat s'il est indiqué)

conclu le: \_\_\_\_\_ (date de la signature du contrat)

à: \_\_\_\_\_ (lieu de la signature du contrat)

\_\_\_\_\_  
(nom du client)\_\_\_\_\_  
(signature du client)



**AUTORITÉ  
DES MARCHÉS  
FINANCIERS**

**ANNEXE 2**  
(a. 22)

#### FICHE DE RENSEIGNEMENTS

L'objectif de cette fiche de renseignements est de vous informer sur vos droits. Elle ne dégage ni l'assureur ni le distributeur de leurs obligations envers vous.

## PARLONS ASSURANCE !

Nom du distributeur: \_\_\_\_\_

Nom de l'assureur: \_\_\_\_\_

Nom du produit d'assurance: \_\_\_\_\_



### LIBERTÉ DE CHOISIR

**Vous n'êtes jamais obligé** d'acheter une assurance:

- qui vous est offerte chez votre distributeur;
- auprès d'une personne que l'on vous désigne;
- ou pour obtenir un meilleur taux d'intérêt ou tout autre avantage.

Même si vous êtes tenus d'être assuré, **vous n'êtes pas obligé** d'acheter l'assurance que l'on vous offre présentement. **C'est à vous de choisir** votre produit d'assurance et votre assureur.



### COMMENT CHOISIR

Pour bien choisir le produit d'assurance qui vous convient, nous vous recommandons de lire le sommaire qui décrit le produit d'assurance et que l'on doit vous remettre.



### RÉMUNÉRATION DU DISTRIBUTEUR

Une partie de ce que vous payez pour l'assurance sera versée en rémunération au distributeur.

Lorsque cette rémunération est supérieure à 30 %, il a l'**obligation** de vous le dire.



## DROIT D'ANNULER

La Loi vous permet de mettre fin à votre assurance, **sans frais**, dans les 10 jours suivant l'achat de votre assurance. L'assureur peut toutefois vous accorder un délai plus long. Après ce délai, si vous mettez fin à votre assurance, des frais pourraient s'appliquer. **Informez-vous** auprès de votre distributeur du délai d'annulation **sans frais** qui vous est accordé.

Lorsque le coût de l'assurance est ajouté au montant du financement et que vous annulez l'assurance, il est possible que les versements mensuels de votre financement ne changent pas. Le montant du remboursement pourrait plutôt servir à **diminuer la durée du financement**. **Informez-vous** auprès de votre distributeur.

---

L'Autorité des marchés financiers peut vous fournir de l'information **neutre et objective**.  
Visitez le [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca) ou appelez l'Autorité au 1 877 525-0337.

---

Espace réservé à l'assureur

Cette fiche ne peut pas être modifiée

**ANNEXE 3**

(a. 25)

**AVIS DE CONSENTEMENT PARTICULIER****Vous êtes libre de donner ce consentement ou non**

Articles 93 et 437 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2)

**CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR**

- Nous détenons, aujourd'hui, des renseignements à votre sujet.
- Nous avons besoin de votre consentement pour permettre à certains de nos préposés d'avoir accès à ces renseignements.
- Ces préposés auront aussi accès aux mises à jour des renseignements, faites pendant la durée du consentement.
- Ces préposés utiliseront les renseignements disponibles afin de vous solliciter pour de nouveaux produits et services financiers.

**VOUS ÊTES LIBRE D'ÉTABLIR LA DURÉE DE VALIDITÉ DE VOTRE CONSENTEMENT**

- Si vous accordez un consentement pour une période indéterminée, vous pourrez en tout temps y mettre fin en le révoquant. À la fin du présent formulaire, vous trouverez un modèle de révocation que vous pourrez utiliser ou dont vous pourrez vous inspirer.
- Si vous voulez accorder un consentement pour une période limitée, vous pourrez le faire en fixant vous-même cette période. Le présent formulaire prévoit à la section «consentement particulier» un endroit où vous pourrez inscrire la période désirée.

**LA LOI SUR LA DISTRIBUTION DE PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS VOUS DONNE DES DROITS IMPORTANTS**

Sans cette autorisation spécifique, le distributeur ne pourra utiliser ces renseignements à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été recueillis. **Le distributeur ne peut vous contraindre à donner ce consentement ni refuser de continuer à faire affaires avec vous du seul fait que vous refusez de le lui donner; l'article 94 de la Loi vous protège.** Pour de plus amples informations, communiquez avec l'Autorité des marchés financiers au 1-877-525-0337 ou visitez le [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

Les renseignements que nous détenons à votre sujet, aujourd'hui, ont été recueillis dans le cadre de:

---



---

(objet(s) du dossier)

Voici les catégories de renseignements nécessaires que nous souhaitons que l'un de nos préposés utilise ainsi que les produits et services qu'il pourrait vous offrir. Pour plus de précisions sur le contenu de chacune de ces catégories, vous pouvez vous référer au verso.

Veillez autoriser les catégories auxquelles vous consentez.

Catégories de renseignements nécessaires à être communiqués <sup>1</sup>	Pour quels produits ou services <sup>2</sup>	Autorisation du client <sup>3</sup>		Initiales <sup>4</sup>
<i>À remplir par le distributeur</i>	<i>À remplir par le distributeur</i>	<input type="checkbox"/> <b>oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>non</b>	
		<input type="checkbox"/> <b>oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>non</b>	
		<input type="checkbox"/> <b>oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>non</b>	
		<input type="checkbox"/> <b>oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>non</b>	
		<input type="checkbox"/> <b>oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>non</b>	
		<input type="checkbox"/> <b>oui</b>	<input type="checkbox"/> <b>non</b>	

**Directives au distributeur (reproduction non requise) :**

1. Le distributeur doit inscrire au verso le contenu de chacune des catégories.
2. Le distributeur doit préciser la nature des produits et services qu'il souhaite offrir au client. Chaque catégorie de renseignements doit être associée à une fin particulière. Si une catégorie est nécessaire à plusieurs fins, le distributeur doit la répéter pour chacune d'elles.
3. L'autorisation du client peut être donnée par téléphone dans la mesure où les interlocuteurs peuvent s'assurer de leur identification respective. Dans ce cas, le présent formulaire servira de script pour le préposé. Le contenu détaillé de chacune des catégories doit être lu au client. Le distributeur doit transmettre au client le formulaire rempli dans les 10 jours suivant le consentement verbal.

4. Dans le cas d'un formulaire électronique, les initiales peuvent être remplacées par une fenêtre de confirmation. L'avis de consentement doit toutefois être mis à la disposition du client grâce à tout moyen en permettant la lecture ou l'impression

Conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (chapitre P-39.1), **vous pouvez demander que l'on vous donne accès aux renseignements que l'on détient sur vous.**

#### **CONSENTEMENT PARTICULIER**

Après avoir pris connaissance de ce qui est indiqué ci-dessus, je, soussigné(e):  
 \_\_\_\_\_ (nom du client) \_\_\_\_\_ consens à ce que les renseignements détenus par le distributeur soient utilisés aux fins mentionnées plus haut.

Ce consentement sera valide jusqu'à révocation ou pour la période suivante:

\_\_\_\_\_  
 JJ/MM/AA (à remplir par le client)

**Je peux révoquer en tout temps ce consentement par l'envoi d'un avis.** Je peux utiliser le modèle d'avis ci-joint ou m'en inspirer.

\_\_\_\_\_  
 (signature du client) (date de la signature du consentement)

\_\_\_\_\_  
 (Identification du client, adresse ou no de folio ou no de contrat, etc.)  
 -----

#### **JE RÉVOQUE LE CONSENTEMENT PARTICULIER DONNÉ AU DISTRIBUTEUR PAR L'AVIS SUIVANT**

À: \_\_\_\_\_  
 (nom du distributeur)

\_\_\_\_\_  
 (adresse du distributeur)

En date du: \_\_\_\_\_  
 Par la présente, je, soussigné(e), \_\_\_\_\_ (nom du client) \_\_\_\_\_ vous avise que j'annule le consentement particulier visant à vous permettre d'utiliser les renseignements me concernant à de nouvelles fins.

Consentement que je vous ai donné le:

\_\_\_\_\_  
 (date du consentement)

\_\_\_\_\_  
 (nom du client) (signature du client)

\_\_\_\_\_  
 (Identification du client, adresse ou no de folio ou no de contrat, etc.)



**ANNEXE 4***(a. 26)*

## AVIS DE LIBRE CHOIX DE L'ASSUREUR ET DU REPRÉSENTANT

Article 443 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2)

## LA LOI SUR LA DISTRIBUTION DE PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS VOUS DONNE DES DROITS IMPORTANTS

· On exige de vous une couverture d'assurance décrite ci-dessous pour garantir le remboursement d'un prêt.

· Toutefois, vous êtes libre de souscrire cette couverture d'assurance auprès de l'assureur et du représentant de votre choix. **Vous pouvez donc vous procurer l'assurance de 3 façons différentes:**

**1. en prenant l'assurance que l'on vous offre.**

Si vous faites ce choix, vous bénéficiez alors de l'article 441 de la Loi qui vous permet de mettre fin au contrat d'assurance que vous venez de signer à l'occasion d'un autre contrat, sans pénalité, dans les 10 jours de sa signature. Toutefois, vous devrez alors souscrire une autre assurance équivalente qui doit être à la satisfaction du créancier qui ne pourra la refuser sans motifs raisonnables;

**2. en prenant une assurance équivalente à celle exigée** qui doit être à la satisfaction du créancier qui ne pourra la refuser sans motifs raisonnables;

**3. en démontrant que vous possédez déjà une assurance équivalente à celle exigée** qui doit être à la satisfaction du créancier qui ne pourra la refuser sans motifs raisonnables.

Vous pourrez changer d'assureur ou de représentant en tout temps, pourvu que vous mainteniez, jusqu'à la fin du contrat de prêt, une assurance équivalente à celle exigée qui doit être à la satisfaction du créancier qui ne pourra la refuser sans motifs raisonnables. On ne peut vous obliger à choisir ou maintenir un contrat d'assurance d'un assureur en particulier, ni refuser votre crédit ou rappeler votre prêt pour cette raison.

Pour annuler l'assurance, vous pouvez utiliser la section ci-dessous intitulée «Avis de résolution d'un contrat d'assurance». Pour de plus amples informations, communiquez avec l'Autorité des marchés financiers au 1-877-525-0337 ou visitez le [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

---

**DESCRIPTION DE LA COUVERTURE EXIGÉE**

(Section complétée par le distributeur)

Pour garantir le solde de votre prêt, nous avons exigé que vous souscriviez:

 une assurance de dommages: \_\_\_\_\_

 de: \_\_\_\_\_ \$ \_\_\_\_\_  
 (couverture) (détails)

 une assurance de personnes de type: \_\_\_\_\_  
 (vie, invalidité et autres)

 de: \_\_\_\_\_ \$ \_\_\_\_\_  
 (couverture) (détails)
**AVIS DE RÉOLUTION D'UN CONTRAT D'ASSURANCE**

À:

 \_\_\_\_\_  
 (nom de l'assureur)

 \_\_\_\_\_  
 (adresse de l'assureur)

Date: \_\_\_\_\_ (date d'envoi de cet avis)

En vertu de l'article 441 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, j'annule le contrat d'assurance no: \_\_\_\_\_ (numéro du contrat s'il est indiqué)

conclu le: \_\_\_\_\_ (date de la signature du contrat)

à: \_\_\_\_\_ (lieu de la signature du contrat)

 \_\_\_\_\_  
 (nom du client)

 \_\_\_\_\_  
 (signature du client)

**ANNEXE 5**

(a.31)

**AVIS DE RÉOLUTION D'UN CONTRAT D'ASSURANCE****AVIS DONNÉ PAR LE DISTRIBUTEUR**

Article 440 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2)

**LA LOI SUR LA DISTRIBUTION DE PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS VOUS DONNE DES DROITS IMPORTANTS.**

La Loi vous permet de mettre fin au contrat d'assurance, **sans pénalité**, dans les 10 jours suivant la date de la signature du contrat d'assurance. L'assureur peut toutefois vous accorder un délai plus long.

Pour mettre fin au contrat, vous devez donner à l'assureur, à l'intérieur de ce délai, un avis par poste recommandée ou par tout autre moyen vous permettant de recevoir un accusé de réception.

Malgré l'annulation du contrat d'assurance, le premier contrat conclu demeurera en vigueur. Attention, il est possible que vous perdiez des conditions avantageuses qui vous ont été consenties en raison de cette assurance; informez-vous auprès du distributeur ou consultez votre contrat.

Après l'expiration du délai applicable, vous avez la faculté d'annuler le contrat d'assurance en tout temps, mais des pénalités pourraient s'appliquer.

Pour de plus amples informations, communiquez avec l'Autorité des marchés financiers au 1-877-525-0337 ou visitez le [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

**AVIS DE RÉOLUTION D'UN CONTRAT D'ASSURANCE**

À:

\_\_\_\_\_ (nom de l'assureur)

\_\_\_\_\_ (adresse de l'assureur)

Date: \_\_\_\_\_ (date d'envoi de cet avis)

En vertu de l'article 441 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, j'annule le contrat d'assurance no: \_\_\_\_\_ (numéro du contrat s'il est indiqué)

conclu le: \_\_\_\_\_ (date de la signature du contrat)

à: \_\_\_\_\_ (lieu de la signature du contrat)

\_\_\_\_\_ (nom du client)

\_\_\_\_\_ (signature du client)

“2.4. For the purposes of subparagraph *d* of paragraph 2 of section 4 of the Act respecting the Health and Welfare Commissioner (chapter C-32.1.1), a reference to the members of boards of directors of institutions who are elected by the population under paragraph 1 of any of sections 129 to 131 and 133 of the Act respecting health services and social services (chapter S-4.2) is also a reference to the independent members of boards of directors of integrated health and social services centres and unamalgamated institutions appointed under paragraph 8 of sections 9 and 10 of the Act to modify the organization and governance of the health and social services network, in particular by abolishing the regional agencies (chapter O-7.2).

In addition, for the purposes of subparagraph *e* of paragraph 2 of section 4 of the Act respecting the Health and Welfare Commissioner, a reference to the members of boards of directors of institutions operating a hospital centre who are designated by the users' committee of the institutions under paragraph 2 of any of sections 129, 131 and 133 of the Act respecting health services and social services is also a reference to the members of boards of directors of integrated health and social services centres and unamalgamated institutions designated by and from among the members of the users' committee of those institutions, under paragraph 6 of sections 9 and 10 of the Act to modify the organization and governance of the health and social services network, in particular by abolishing the regional agencies.”.

**2.** This Regulation comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

103915

## M.O., 2019-05

### Order number D-9.2-2019-05 of the Minister of Finance dated 1 May 2019

An Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2)

Insurers Act (2018, chapter 23)

Regulation respecting Alternative Distribution Methods

CONSIDERING section 202.2 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2), which provides that the Autorité des marchés financiers may, for each sector, determine by regulation the information and documents that a firm acting without the intermediary of a natural person must give to clients, as well as their form;

CONSIDERING paragraphs 5, 8, 12, 13.1 and 15 of section 223 of the Act, which provide that the Authority may, by regulation, determine for each sector the rules relating to maintenance of registration, the rules relating to the keeping of records and the register of commissions, the rules relating to the use, conservation and destruction of the records, books and registers to be kept by firms, independent representatives and independent partnerships, other rules relating to the activities of a firm, an independent representative or an independent partnership and the procedure by which and time within which firms, independent representatives and independent partnerships must advise the Authority of any change affecting the information entered in the register in their respect;

CONSIDERING section 440 of the Act, which provides that a distributor that, at the time a contract is made, causes the client to make an insurance contract must give the client a notice, drafted in the manner prescribed by regulation of the Authority, stating that the client may rescind the insurance contract within 10 days of signing it;

CONSIDERING the first paragraph of section 443 of the Act, which provides that a distributor that offers financing for the purchase of goods or services and that requires the debtor to subscribe for insurance to guarantee the reimbursement of the loan must give the debtor a notice, drawn up in the manner prescribed by regulation of the Authority, stating that the debtor may subscribe for insurance with the insurer and representative of the debtor's choice provided that the insurance is considered satisfactory by the creditor, who may not refuse it without reasonable grounds;

CONSIDERING paragraph 1 of section 485 of the Insurers Act, enacted by section 3 of the Act mainly to improve the regulation of the financial sector, the protection of deposits of money and the operation of financial institutions (2018, chapter 23), which provides that in addition to other regulations that it may make under the Insurers Act, the Authority may, by regulation, determine the standards applicable to authorized insurers in relation to their commercial practices and their management practices;

CONSIDERING the first paragraph of section 194 of the Act respecting the distribution of financial products and services and the third paragraph of section 486 of the Insurers Act, which provide that the Authority is to publish its draft regulations in the Authority's bulletin;

CONSIDERING the second paragraph of section 194 of the Act respecting the distribution of financial products and services, which provides that every draft regulation must be published with a notice stating the time that must elapse before the draft regulation may be made or be

submitted for approval, and stating the fact that any interested person may, during that time, submit comments to the person designated in the notice;

CONSIDERING the third paragraph of section 486 of the Insurers Act, which provides that the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) must be attached to the draft regulation published in the Authority's bulletin;

CONSIDERING the first paragraph of section 217 of the Act respecting the distribution of financial products and services and the first paragraph of section 486 of the Insurers Act, which provide that a regulation made under each of the Acts by the Authority is approved by the Minister with or without amendment;

CONSIDERING the third paragraph of section 217 of the Act respecting the distribution of financial products and services and the fourth and fifth paragraphs of section 486 of the Insurers Act, which provide that a draft of a regulation may not be submitted for approval and the regulation may not be made before 30 days have elapsed since the publication of the draft and it comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in it;

CONSIDERING that the draft Regulation respecting Alternative Distribution Methods was published in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers of 11 October 2018 [(2018) B.A.M.F., vol. 15, n° 40, section 3.2.1], with the notice provided for in section 10 of the Regulations Act;

CONSIDERING that the Autorité des marchés financiers made, by decision 2019-PDG-0029 dated 12 April 2019, the Regulation respecting Alternative Distribution Methods;

CONSIDERING that it is expedient to approve the Regulation without amendment;

THEREFORE, the Minister of Finance hereby approves the Regulation respecting Alternative Distribution Methods, attached to this Order, without amendments.

1 May 2019,

ERIC GIRARD,  
*Minister of Finance*

## Regulation respecting Alternative Distribution Methods

Insurers Act  
(2018, chapter 23, section 3); s. 485, par. (1))

An Act respecting the distribution of financial products and services  
(chapter D-9.2, s. 202.2, 223, pars. (5), (8), (12), (13.1) and (15), 440 and 443)

### CHAPTER I PURPOSE AND SCOPE

**1.** This Regulation sets out the obligations applicable primarily to a legal person that, in accordance with the Insurers Act (2018, chapter 23, section 3) and the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2), offers financial products and services through an alternative distribution method, namely, distribution without the intermediary of a natural person or distribution through a distributor.

### CHAPTER II OFFER OF FINANCIAL PRODUCTS AND SERVICES BY A FIRM WITHOUT THE INTERMEDIARY OF A NATURAL PERSON

#### DIVISION I GENERAL PROVISIONS

**2.** A firm that offers products and services without the intermediary of a natural person must do so through a digital space used to interact directly with clients and enter into contracts and which satisfies the requirements under this chapter.

**3.** The provisions of this chapter apply, with the necessary modifications, to an independent partnership.

#### DIVISION II INFORMATION TO BE PROVIDED TO THE AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

**4.** Any firm that offers products and services without the intermediary of a natural person must disclose the following information to the Authority without delay:

(1) the name given to the digital space, where this name differs from the name of the firm;

(2) the names of the products and the classes to which they are related or the nature of the financial services offered on the digital space;

(3) the hyperlink or any other means to access the digital space;

(4) the insurers whose products are offered on the firm's digital space, if applicable.

The firm must notify the Authority of any change to such information within 30 days of such change.

**5.** The firm must disclose annually to the Authority through its maintenance of registration application the number of financial plans prepared, claims settled and insurance policies issued, as well as the amount of premiums written, only through its digital space.

Similarly, the firm must disclose the number of cases where clients cancelled their insurance contracts in accordance with section 64 of the Insurers Act (2018, chapter 23, section 3).

### **DIVISION III** DOCUMENTS AND INFORMATION TO BE PROVIDED TO THE CLIENT

#### *§1. Provisions common to all firms*

**6.** The information presented through the digital space must be clear, readable, specific and not misleading so as to highlight the key elements required for informed decision-making regarding the financial product or service offered and not cause confusion or misunderstanding.

**7.** The firm must provide to the client through its digital space, with the necessary modifications and depending on the products and services offered, the information and documents that a representative is required to provide to the client pursuant to sections 43, 47 and 48 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2), sections 6, 8, 8.1, 9, 9.1, 16 and 22 of the Regulation respecting the pursuit of activities as a representative (chapter D-9.2, r. 10) and sections 4.6, 4.8, 4.9, 4.13, 4.16, 4.17, 4.18 and 4.19 of the Regulation respecting information to be provided to consumers (chapter D-9.2, r. 18).

**8.** The firm must make the means to interact with one of its representatives visible at all times. When the digital space does not use a visual interface, the firm must make the client aware of that fact when he initiates an action on the digital space and when he is about to enter into a contract.

The following information must be readily accessible through the firm's digital space:

- (1) the firm's name and contact information;

(2) each sector in which the firm is registered with the Authority;

(3) the firm's registration number issued by the Authority and the hyperlink enabling the client to access the registers available on the Authority's website;

(4) the information on where the client can file a complaint and the summary of the complaint processing policy provided for in the last paragraph of section 103.1 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2).

#### *§2. Provisions specific to insurance firms*

**9.** The firm must, before a contract is entered into, provide the client with the following information through its digital space:

(1) the name and contact information of the insurer offering the selected product;

(2) the product coverage, exclusions and limitations in relation to the needs identified;

(3) any other specific clauses that may affect the insurance coverage;

(4) warnings about the consequences of misrepresentation or concealment;

(5) the premiums, and other fees and expenses, including applicable taxes;

(6) an indication that the premium is fixed or likely to vary over time;

(7) the period of validity of the quote.

**10.** The firm must make readily accessible on its digital space a specimen of the policy for each product offered and any available endorsement, if applicable.

**11.** The firm must, immediately before a contract is entered into, recap for the client the following information through its digital space:

(1) the information collected from the client;

(2) the options and conditions the client has chosen relating to the product he is about to purchase.

**12.** The firm must, as soon as a contract is entered into, provide the client with the following documents and information through its digital space:

(1) confirmation that the contract has been entered into and the temporary insurance, if applicable;

(2) the rules applicable to the temporary insurance, if applicable;

(3) the right of rescission provided for in section 20 of the Act respecting the distribution of financial products and services, if applicable, and the procedures for exercising it;

(4) the way in which the policy will be provided to him.

Similarly, the firm must inform the client of the right of cancellation pursuant to section 64 of the Insurers Act (2018, chapter 23, section 3) and the procedures for exercising it and provide him with a notice of rescission in the form set out in Schedule 1, if applicable.

#### **DIVISION IV** DESIGN, OPERATION AND MONITORING OF THE DIGITAL SPACE

**13.** The firm must ensure the proper operation and reliability of its digital space at all times.

To that end, it must ensure, in particular, that the information presented thereon is accurate.

It must also ensure that the information provided by the client is collected, used, delivered and kept in a manner that ensures its confidentiality and security.

**14.** The firm must take the necessary measures so that through its digital space it can:

(1) require an action from the client each time confirmation or consent is needed;

(2) detect and, where necessary, automatically suspend or terminate an action initiated on the digital space if:

(a) a discrepancy or an irregularity in the information provided by the client may lead to an inappropriate result;

(b) the client does not meet the product eligibility criteria;

(3) enable the client to correct a mistake at any time prior to entering into a contract.

Where the firm offers an insurance of persons contract that is likely to replace another contract and is unable to proceed with the replacement through its digital space in accordance with section 22 of the Regulation respecting the pursuit of activities as a representative (chapter D-9.2, r. 10), the firm must interrupt such offer.

Similarly, the firm must suspend the action initiated through the digital space when no representative can interact immediately with a client who asks to interact with a representative and when there is a risk that the client, despite the information that the firm sent to him, is unable to make an informed decision regarding the financial product or service offered.

**15.** The firm must suspend or interrupt its offer through its digital space when such actions are necessary, particularly when the digital space is subject to technical failure.

**16.** The firm must adopt and ensure the implementation of a procedure for the design, use and maintenance of its digital space.

The procedure must, in particular, describe the operation of the digital space and the measures used to monitor the space. It must also enable the identification, management and mitigation of the internal and external risks related to the digital space.

**17.** The firm must enter in the client record all information collected from the client as well as all information provided to the client through the digital space and, if applicable, by a representative.

#### **DIVISION V** PROHIBITIONS

**18.** No firm may, through its digital space:

(1) present advertising unrelated to the product or service offered once the client initiates an action on the digital space;

(2) automatically choose the product or service offered for the client;

(3) exclude or limit its liability to the client for the proper operation or reliability of its digital space or the accuracy of the information presented thereon.

### **CHAPTER III** OFFER OF INSURANCE PRODUCTS THROUGH A DISTRIBUTOR

#### **DIVISION I** GENERAL PROVISIONS

**19.** This chapter applies to an insurer that offers insurance products through a distributor in accordance with Title VIII of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2).

## DIVISION II INFORMATION TO BE PROVIDED TO THE AUTHORITY

**20.** Before offering an insurance product through a distributor, the insurer must, in addition to the information required under section 66 of the Insurers Act (2018, chapter 23, section 3), disclose the following information to the Authority:

(1) the name and contact information of the third party to which the insurer has entrusted the performance of the obligations of an insurer with respect to the distribution of a product through a distributor, if applicable;

(2) the hyperlink or any other means to access the distributor's offer through the Internet, if applicable.

(3) the contact information of the insurer's assistance service referred to in section 27.

The insurer must notify the Authority of any change to the above information within 30 days of such change.

An insurer that removes a distributor from its list of distributors must indicate to the Authority the reasons for such removal.

**21.** The insurer must disclose annually to the Authority the following information for each product offered through a distributor:

(1) the number of insurance policies and certificates issued and the amount of premiums written;

(2) the number of claims and the amount of indemnities paid;

(3) the number of rescissions and cancellations;

(4) the remuneration paid to all distributors and third parties referred to in subparagraph 1 of the first paragraph of section 20.

## DIVISION III DOCUMENTS AND INFORMATION TO BE PROVIDED TO THE CLIENT

**22.** Before offering a product through a distributor, the insurer prepares the product summary in accordance with sections 28 and 29. The insurer mandates the distributor to deliver the summary to the client at the time it offers the product to him, together with a fact sheet in the form set out in Schedule 2.

**23.** Where the means of communication used to offer the product does not enable the distributor to deliver the summary and the fact sheet at the time the product is offered, the insurer must include in the mandate it entrusts to the distributor the obligation to inform the client of such inability. The insurer must also ensure that the distributor is required to obtain at that time the client's consent to receive those documents no later than when the policy or insurance certificate is delivered and to mention the information contained in those documents to the client.

**24.** The insurer must be able to provide, at the client's or the Authority's request, all information and documents presented to the client at the time the insurance product was offered to him, particularly the summary and the fact sheet.

**25.** Where personal information of a medical or lifestyle-related nature is collected from the client, the notice of specific consent provided for in section 93 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2), applicable under section 437 of that Act, must be delivered to the client if the distributor wishes to allow its clerks to use the information it holds on the client for purposes other than those for which it was collected and be in the form set out in Schedule 3.

**26.** Where the distributor offers the client financing that requires him to subscribe for insurance to secure the repayment of the financing, the notice of free choice provided for in section 443 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2) must be delivered to the client and be in the form set out in Schedule 4.

**27.** The insurer must have an assistance service to answer questions from the distributor regarding each product offered.

## DIVISION IV SUMMARY

**28.** The summary may pertain only to the product and must satisfy all the following conditions:

(1) it must be concise;

(2) it must explain the product;

(3) it must be written in language that is clear, readable, specific and not misleading so as to highlight the essential elements for informed decision-making and not cause confusion or misunderstanding;

(4) it must present accurate information;



(5) it must not contain any advertising or promotional offer;

(6) it must not be the insurance policy or certificate.

Where necessary, the insurer may refer the client to the relevant sections of the insurance policy to obtain additional information not found in the summary.

**29.** The summary must present the following information:

(1) the insurer's name and contact information;

(2) the client number of the insurer registered in the Authority's register of insurers and the Authority's website address;

(3) the name and type of product offered;

(4) the eligibility criteria;

(5) the name and contact information of the distributor that offers the product;

(6) the product coverage, exclusions and limitations;

(7) any other specific clauses that may affect the insurance coverage;

(8) warnings about the consequences of misrepresentations and concealment;

(9) the client's right of cancellation, its duration and the procedures for exercising it;

(10) the rules applicable to the temporary insurance, if applicable;

(11) the information that the client must be made aware of in accordance with section 434 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2);

(12) the premiums and other fees and expenses, including the applicable taxes, or, if an exact amount cannot be indicated, the criteria used to determine it;

(13) an indication that the premium is fixed or likely to vary over time;

(14) the insurer's website address providing access to the information on where the client can file a complaint with the insurer and a summary of the complaint processing policy provided for in the last paragraph of section 52 of the Insurers Act (2018, chapter 23, section 3);

(15) the manner in which the specimen of the policy or the insurance certificate can be accessed on the insurer's website.

Where the policy provides for a formula to calculate the portion of the refundable premium in the event of cancellation, the insurer must indicate as such in the summary and include an example of its application.

**30.** The insurer must, as soon as the client has subscribed for or enrolled in the insurance contract, provide the client with the following documents:

(1) a summary of the information collected from the client;

(2) the policy, the insurance certificate or the temporary insurance.

**31.** The notice of rescission provided for in section 440 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2), which must be delivered to the client by the distributor, must be in the form set out in Schedule 5;

**32.** The insurer must make the product summary and a specimen of the policy or the insurance certificate accessible on its website for each product offered by a distributor, as well as any available endorsement, if applicable.

#### DIVISION V SUPERVISION OF DISTRIBUTORS

**33.** The insurer must monitor and supervise the offering of insurance products by its distributors.

To that end, it must adopt and implement procedures that enable the supervision and training of its distributors and the natural persons to whom they entrust the task of dealing with clients in order to ensure compliance with the requirements under the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2) and this Regulation.

**34.** The training provided by the insurer must cover the following:

(1) the insurance product, particularly the coverage offered, the eligibility criteria and the applicable exclusions and limitations;

(2) the distributor's legal obligations;

(3) the insurer's complaint processing policy;

(4) the practices promoting the fair treatment of clients;

(5) the filing of a claim.

**DIVISION VI**  
PROHIBITIONS

**35.** For insurance products referred to in paragraph 5 of section 424 and paragraph 1 of section 426 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2), no insurer may:

(1) enable the distributor to keep its remuneration within a time period not commensurate with the term of the product, which time period may not, however, be less than 180 days;

(2) pay to the distributor a bonus or a share in the profits based on contract experience;

(3) set different commission rates applicable to a distributor for products with similar insurance coverage.

**CHAPTER IV**  
TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

**36.** This Regulation replaces the Regulation respecting distribution without a representative (chapter D-9.2, r. 8).

**37.** For the period from 13 June 2019 to 12 June 2020, any delivery to the client of a distribution guide forwarded to the Authority before 13 June 2019 in accordance with section 414 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2), including, if applicable, delivery to the client of the fact sheet in accordance with the Notice regarding the offering of insurance products by automobile and recreational and leisure vehicle dealers, is equivalent to the delivery of a summary and a fact sheet in accordance with section 22 of this Regulation.

Similarly, access to such a distribution guide on the insurer's website during that period is equivalent to access to the summary in accordance with section 32 of this Regulation.

**38.** The provisions of this Regulation come into force on 13 June 2019, except for the provisions of sections 10 and 16, section 32, excluding the product summary, and sections 33 and 34, which will come into force on 13 June 2020.

**SCHEDULE 1**

(s. 12)

## NOTICE OF CANCELLATION OF AN INSURANCE CONTRACT

**NOTICE GIVEN BY A FIRM**

Section 64 of the Insurers Act (2018, chapter 23, section 3)

**THE INSURERS ACT GIVES YOU IMPORTANT RIGHTS.**

The Act allows you to cancel an insurance contract that you entered into without the intermediary of a representative within 10 days after receiving the policy, **without penalty**, unless the contract has expired at that time.

To cancel a contract, you must give the insurer notice, within that time, by registered mail or any other means that allows you to obtain an acknowledgement of receipt.

Caution: You may lose advantageous conditions as a result of this insurance contract. Contact your insurer or consult your contract.

After that period expires, you may cancel the insurance at any time; however, penalties may apply.

For further information, contact the Autorité des marchés financiers at 1-877-525-0337 or visit [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

**NOTICE OF CANCELLATION OF AN INSURANCE CONTRACT**

To:

\_\_\_\_\_  
(name of insurer)\_\_\_\_\_  
(address of insurer)

Date: \_\_\_\_\_ (date of sending of notice)

Pursuant to section 64 of the Insurers Act, I hereby cancel insurance contract no.:  
\_\_\_\_\_ (number of contract, if indicated)

Entered into on: \_\_\_\_\_ (date of signature of contract)

In: \_\_\_\_\_ (place of signature of contract)

\_\_\_\_\_  
(name of client)\_\_\_\_\_  
(signature of client)

**SCHEDULE 2***(s. 22)***FACT SHEET**

The purpose of this fact sheet is to inform you of your rights. It does not relieve the insurer or the distributor of their obligations to you.

## LET'S TALK INSURANCE!

Name of distributor: \_\_\_\_\_

Name of insurer: \_\_\_\_\_

Name of insurance product: \_\_\_\_\_



### IT'S YOUR CHOICE

**You are never required to purchase insurance:**

- that is offered by your distributor;
- from a person who is assigned to you; or
- to obtain a better interest rate or any other benefit.

Even if you are required to be insured, **you do not have to** purchase the insurance that is being offered. **You can choose** your insurance product and your insurer.



### HOW TO CHOOSE

To choose the insurance product that's right for you, we recommend that you read the summary that describes the insurance product and that must be provided to you.



### DISTRIBUTOR REMUNERATION

A portion of the amount you pay for the insurance will be paid to the distributor as remuneration.

The distributor **must** tell you when the remuneration exceeds 30% of that amount.



## RIGHT TO CANCEL

The Act allows you to rescind an insurance contract, **at no cost**, within 10 days after the purchase of your insurance. However, the insurer may grant you a longer period of time. After that time, fees may apply if you cancel the insurance. **Ask** your distributor about the period of time granted to cancel it **at no cost**.

If the cost of the insurance is added to the financing amount and you cancel the insurance, your monthly financing payments might not change. Instead, the refund could be used **to shorten the financing period**. **Ask your distributor for details**.

---

**The Autorité des marchés financiers can provide you with unbiased, objective information.**  
Visit [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca) or call the AMF at 1-877-525-0337.

---

**Reserved for use by the insurer**

**This fact sheet cannot be modified**

**SCHEDULE 3**

(s. 25)

## NOTICE OF SPECIFIC CONSENT

**You are free to grant or refuse this consent.**

Sections 93 and 437 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2)

**WHAT YOU MUST KNOW**

- At this date, we hold certain information relating to you.
- We require your consent to allow some of our clerks to have access to this information.
- These clerks will also have access to any update of the information done during the period of validity of the consent.
- These clerks will use the information available in order to solicit you for the purchase of new financial products and services.

**YOU ARE FREE TO SET THE PERIOD OF VALIDITY OF YOUR CONSENT**

- If you grant consent for an undetermined period of time, you may at any time terminate it by revoking it. At the end of this form, you will find a model revocation notice that you may use for this purpose or as a basis for preparing your own notice.
- If you wish to grant consent for a limited period of time, you may do so by determining this period yourself. This form provides, in the “specific consent” section, a place where you may write down the period of validity desired.

**THE ACT RESPECTING THE DISTRIBUTION OF FINANCIAL PRODUCTS AND SERVICES GIVES YOU IMPORTANT RIGHTS**

Without this specific consent, the distributor may not use this information for a purpose other than the purpose for which it was collected. **The distributor cannot compel you to give your consent or refuse to do business with you if you refuse to give it; section 94 of the Act protects you.** For further information, contact the Autorité des marchés financiers at 1-877-525-0337 or visit [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

The information we hold pertaining to you, as at today's date, was collected as part of:

(purposes of the file)

Here are the required categories of information that we would like one of our clerks to use and the products and services he may offer you. For a fuller description of each category, you may refer to the back of this sheet.

Please authorize each category of information requested.

Required information category to be accessed <sup>1</sup>	For which products and services <sup>2</sup>	Client authorization <sup>3</sup>		Initials <sup>4</sup>
<i>To be completed by the distributor</i>	<i>To be completed by the distributor</i>	<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No	
		<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No	
		<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No	
		<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No	
		<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No	
		<input type="checkbox"/> Yes	<input type="checkbox"/> No	

**Instructions for the distributor (duplication not required):**

1. The distributor must describe each category on the reverse side of this sheet.

2. The distributor must specify the nature of the products and services it wishes to offer the client. Each information category must be associated with a specific purpose. Where a category serves several purposes the distributor must repeat it for each purpose.

3. The client may give his or her authorization by telephone, provided both parties can identify each other. In such case, this form shall serve as a script for the clerk, who will also read the detailed description of each category to the client. The distributor must fill out this form and send it to the client within 10 days of obtaining the verbal consent.

4. If in electronic form, the initials may be replaced by a confirmation window. However, the notice of consent must be made available to the client by any means allowing the reading or printing thereof.

In accordance with the Act respecting the protection of personal information in the private sector (chapter P-39.1), **you may request to be given access to the information we hold pertaining to you.**

#### **SPECIFIC CONSENT**

Having read the above, I, the undersigned, \_\_\_\_\_ (*name of client*) \_\_\_\_\_, consent to use of the information held by the distributor for the purposes indicated above.

This consent will be valid until revoked or for the following period:

\_\_\_\_\_  
DD/MM/YY (to be filled out by the client)

**I may revoke this consent at any time by sending a notice.** I may use the attached model notice for this purpose or as a basis for preparing my own notice.

\_\_\_\_\_  
(signature of client) (date of signature of the consent)

\_\_\_\_\_  
(client identification, address, folio or contract no., etc.)  
-----

#### **I HEREBY REVOKE THE SPECIFIC CONSENT GIVEN TO THE DISTRIBUTOR BY THE FOLLOWING NOTICE**

To: \_\_\_\_\_  
(name of distributor)

\_\_\_\_\_  
(address of distributor)

On: \_\_\_\_\_  
I, the undersigned, \_\_\_\_\_ (*name of client*) \_\_\_\_\_, hereby notify you that I am revoking the specific consent authorizing the use of my personal information for new purposes.

Consent given to you on:

\_\_\_\_\_  
(date of consent)

\_\_\_\_\_  
(name of client) (signature of client)

\_\_\_\_\_  
(client identification, address, folio or contract no., etc.)



**SCHEDULE 4***(s. 26)*

## NOTICE OF FREE CHOICE OF INSURER AND REPRESENTATIVE

Section 443 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2)

## THE ACT RESPECTING THE DISTRIBUTION OF FINANCIAL PRODUCTS AND SERVICES GIVES YOU IMPORTANT RIGHTS

· You are required to purchase insurance coverage described below in order to secure the repayment of a loan.

· However, you are free to purchase this insurance from the insurer and representative of your choice. **You can thus obtain the required insurance in 3 different ways:**

**(1) By purchasing the insurance offered to you;**

If you choose this option, you benefit from the application of section 441 of the Act which allows you to rescind an insurance contract that you signed at the time of signing another contract, without penalty, within 10 days of its signature. However, you must then purchase another equivalent insurance to the satisfaction of the creditor who may not refuse without reasonable cause.

**(2) By purchasing other insurance that is equivalent to the insurance required,** to the satisfaction of the creditor who may not refuse without reasonable cause.

**(3) By demonstrating that you already have insurance that is equivalent to the insurance required,** to the satisfaction of the creditor who may not refuse without reasonable cause.

You may change insurer or representative at any time, provided that you maintain during the term of the loan agreement an insurance equivalent to the insurance required to the satisfaction of the creditor who may not refuse without reasonable cause. You cannot be required to choose or keep an insurance contract with a particular insurer, nor can you be refused credit or have your loan called in for this reason.

To rescind your insurance, you may use the section hereunder entitled "Notice of rescission of an insurance contract." For further information, contact the Autorité des marchés financiers at 1-877-525-0337 or visit [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).



**SCHEDULE 5**

(s. 31)

## NOTICE OF RESCISSION OF AN INSURANCE CONTRACT

**NOTICE GIVEN BY A DISTRIBUTOR**

Section 440 of the Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2)

**THE ACT RESPECTING THE DISTRIBUTION OF FINANCIAL PRODUCTS AND SERVICES GIVES YOU IMPORTANT RIGHTS.**

The Act allows you to rescind an insurance contract, **without penalty**, within 10 days of the date on which it is signed. However, the insurer may grant you a longer period.

To rescind the contract, you must give the insurer notice, within that time, by registered mail or any other means that allows you to obtain an acknowledgement of receipt.

Despite the rescission of the insurance contract, the first contract entered into will remain in force. Caution, it is possible that you may lose advantageous conditions as a result of this insurance contract; contact your distributor or consult your contract.

After the expiry of the applicable time, you may rescind the insurance contract at any time; however, penalties may apply.

For further information, contact the Autorité des marchés financiers at 1-877-525-0337 or visit [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

**NOTICE OF RESCISSION OF AN INSURANCE CONTRACT**

To:

\_\_\_\_\_

(name of insurer)

\_\_\_\_\_

(address of insurer)

Date: \_\_\_\_\_ (date of sending of notice)

Pursuant to section 441 of the Act respecting the distribution of financial products and services, I hereby rescind insurance contract no.: \_\_\_\_ (number of contract, if indicated)

Entered into on: \_\_\_\_\_ (date of signature of contract)

In: \_\_\_\_\_ (place of signature of contract)

\_\_\_\_\_ (name of client)

\_\_\_\_\_ (signature of client)